

Service Prévention des Risques Environnementaux  
Secteur Industrie Agro-Alimentaire  
9, rue du sabot  
22 440 Ploufragan  
[ddpp-envi@cotes-darmor.gouv.fr](mailto:ddpp-envi@cotes-darmor.gouv.fr)

Ploufragan, le 11/12/2025

## ***Rapport de l'Inspection des installations classées***

Visite d'inspection du 13/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ÉTABLISSEMENT HUON SAS**

Coat Couls  
22140 BEGARD

Code AIOT : 0005500010

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement ETABLISSEMENT HUON SAS implanté au lieu-dit Coat Couls à BEGARD (22140). L'inspection a été annoncée le 02/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale incendie 2025 et fait suite au sinistre survenu en août 2024 sur le site de la société HUON à Begard.

Les causes premières de l'incendie de 2024 n'ont pas été clairement établies.

Les données d'accidentologie dans les unités de compostage en France, notamment celles recensées par la base ARIA (Analyse, Recherche et Information sur les Accidents), mettent en évidence plusieurs tendances significatives.

La grande majorité des événements accidentels dans les installations de compostage sont des incendies qui représentent plus de 90 % des accidents recensés dans de type d'activité.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETABLISSEMENT HUON SAS
- COAT COULS 22140 Bégard
- Code AIOT : 0005500010
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ÉTABLISSEMENT HUON SAS est spécialisée dans le compostage et la fabrication de fertilisants et d'amendements organiques (transformation et hygiénisation des effluents d'élevages organiques).

Le fonctionnement des installations et des équipements de production, et leurs annexes, est réglementé par l'arrêté préfectoral du 29 mai 2010 modifié le 05 juin 2018

**Thèmes de l'inspection :**

- Action nationale 2025 - Agroalimentaire Incendie
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

***Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :***

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 05/06/2018, article 3.2.3	Demande d'action corrective	6 mois
7	Lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 05/06/2018, article 7.6.3	Demande d'action corrective	1 mois
8	Voies de circulation et clôture	AP Complémentaire du 05/06/2018, article 7.2.1 et 7.2.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

***Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :***

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installations autorisées	AP Complémentaire du 05/06/2018, article 1.2.1	Sans objet
2	Registre entrées matières	AP Complémentaire du 05/06/2018, article 8.1.1.3	Sans objet
3	Bilan matières	AP Complémentaire du 05/06/2018, article 8.1.1.4	Sans objet
5	Installations électriques	AP Complémentaire du 05/06/2018, article 7.2.3	Sans objet
6	Consignes de sécurité	AP Complémentaire du 05/06/2018, article 7.6.4	Sans objet
9	Sécurisation des réservoirs d'acide	AP Complémentaire du 05/06/2018, article 7.5.3	Sans objet
10	Protection des opérateur	AP Complémentaire du 05/06/2018, article 7.5.7	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'établissement a mis en place un certain nombre de dispositifs et de procédures pour la prévention et la lutte contre l'incendie.

L'établissement dispose de quantité suffisante en eaux et de capacité de rétention des eaux d'extinction. Le personnel a été sensibilisé aux risques incendie.

Le SDIS 22 a été sollicité pour la mise en place de procédure et les services de secours disposent de données sur les zones dangereuses et les produits combustibles présents sur le site.

La zone sinistrée par l'incendie de 2024 est en cours de reconstruction.

L'exploitant a pour projet la création d'une zone de stockage couverte pour les produits finis et l'aménagement d'une aire d'attente de poids lourds à l'entrée du site.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Installations autorisées**

<b>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/06/2018, article 1.2.1</b>			
<b>Thème(s) : Situation administrative, Installations autorisées</b>			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées			
<b>Rubrique</b>	<b>Nature de l'activité</b>	<b>Volume de l'activité</b>	<b>Régime</b>
3532	<b>Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes</b> , à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la incinération - traitement du laitier et des cendres - traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants (A-3)	Capacité de traitement  205,5 t/jour	A
2170-1	Fabrication des engrais et support de culture à partir de matières organiques	30 000 tonnes par an de fertilisants organiques, soit 115 tonnes par jour et 190 tonnes par jour en pointe	A
2780 - 1	Compostage de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires : a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 50 t / j	28 000 tonnes par an (déjections animales) 120 tonnes par jour	A
2260-a	Broyage - criblage de substances végétales ou tout autre produit organique	Puissance totale installée : 1000 kW	A

2171	Dépôt de fumier, engrais et support de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'exploitation agricole	9 700 m <sup>2</sup> soit 32 237 m <sup>3</sup>	D
------	---	--	---

#### Constats :

- **Quantité annuelle de matière traitée :**

- 2024 : 20 000 tonnes soit 77 t/j (déclarations GEREP)
- 2025: 16 500 tonnes début novembre.

L'exploitant respecte son autorisation.

- **Point sur la situation actuelle, la reconstruction et sur les projets :**

- Bilan carbone

Un bilan carbone a été établi en 2025 à partir d'un audit interne réalisé par Veolia exploitant du site.

Ce bilan reprend les émissions de gaz à effet de serre de chaque poste de productions et de transport.

Ce bilan permettra d'obtenir une certification ECOCERT.

- Sécurisation de la presse granulés

Le réglage des galets de la presse se fait désormais à petite vitesse pour réduire les risques accidentels.

- Situation après incendie

La partie sinistrée (cellules de stockage et de compostage des fientes) par l'incendie survenu le 29 septembre 2024 est en cours de reconstruction. Elle sera reconstruite quasiment à l'identique (Murs en béton banché et charpente en bois).

- Augmentation des capacités de production

Pour l'instant, pas d'augmentation de prévue, car la situation économique actuelle ne la justifie pas. Le dossier de porter-à-connaissance déposé le 06 juillet 2022 a été retiré.

- Aire de lavage des camions

Le projet d'une aire de lavage des camions est abandonné.

- Aire de stationnement des camions

L'exploitant a déposé le 10 décembre 2025 un dossier de porter-à-connaissance pour la création d'une aire d'attente et de stationnement des camions poids lourds le long de la route départementale RD74 avant l'entrée du site, afin d'améliorer la sécurité routière. Le dossier est en cours d'instruction.

L'exploitant devra tenir compte des contraintes liées notamment à la présence d'une zone humide proche du projet.

- Aire de stockages des produits finis

L'exploitant va déposer un porter-à-connaissance pour la création d'une aire de stockage couverte des big bags de produits finis. Il est prévu la pose de panneaux photovoltaïques en toiture.

Ce stockage est prévu sur une parcelle située au nord-ouest dans les limites de propriété du site.

<p>Le bâtiment devrait avoir une superficie de 4 500 m<sup>2</sup>.</p> <p>L'exploitant devra se positionner vis-à-vis de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées : Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts « Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes) [...] ».</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Registre des entrées matières

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/06/2018, article 8.1.1.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Tenue d'un registre entrées matières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Après vérification de l'existence d'une convention, chaque arrivage de matières premières sur le site pour compostage donnera lieu à un enregistrement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues,</li> <li>• l'identification du producteur des matières premières et leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante,</li> <li>• la nature et les caractéristiques des matières premières reçues. Les livraisons refusées sont également mentionnées sur ce registre.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant tient un registre informatique où sont consignés la date d'entrée des matières premières, le nom du transporteur, les quantités reçues, la nature et les caractéristiques des matières premières.</p> <p>Ce registre ainsi que le registre des fabrications permettent une traçabilité amont/aval des produits.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 3 : Bilan matières

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/06/2018, article 8.1.1.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Bilan matières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque année, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le bilan portant sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les quantités de matières entrantes par élevage d'origine ;</li> <li>• les quantités de compost produit ;</li> <li>• les résultats des analyses effectuées ;</li> <li>• les flux en matières fertilisantes.</li> </ul> <p>L'exploitant doit annuellement déclarer à l'administration les flux d'azote sortants, en les ventilant selon le type de valorisation dont ils font l'objet.</p> <p>S'agissant de l'azote valorisé par épandage agricole, la déclaration comportera l'identification de chacune des exploitations receveuses et pour chacune d'elles les quantités d'azote reçues ainsi que le type de produit fourni.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni un bilan matières où figurent:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les matières premières avant compostage (fientes, fumiers) ;</li> <li>• les additifs ;</li> </ul>

- les pertes liées au compostage ;
- le tonnage annuel.

La déclaration des flux d'azote pour la campagne 2023/2024 était de 19 255 tonnes de déjections reçues soit 512 tonnes d'azote. Cette déclaration est cohérente au regard des quantités déclarées dans GEREP.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 05/06/2018, article 3.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

##### **Prescription contrôlée :**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après réduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.

Les concentrations de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

<b>Paramètre</b>	<b>Conduit n°1</b>	<b>Conduit n°2</b>	<b>Conduit n°3</b>
	<b>Concentration mg/Nm<sup>3</sup></b>	<b>Concentration mg/Nm<sup>3</sup></b>	<b>Concentration mg/Nm<sup>3</sup></b>
<b>Poussières totales</b>			10
<b>NH3</b>	25	25	
<b>H2S</b>	2	2	
<b>Odeurs</b>	360 Uo/m <sup>3</sup>	1000 Uo/m <sup>3</sup>	

*\*Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.*

Les mesures sont réalisées lors des phases de fonctionnement représentatives de l'activité des installations. Les conditions de remplissage des cellules de compostage et des cellules de hygiénisation des bâtiments B et D sont précisées dans le compte rendu transmis à l'inspection ainsi que la date de mise en place ou du remplacement du support/substrat des bio-filtres.

Dans les 6 mois suivant la mise en service du bâtiment D et des nouveaux dispositifs de traitement de l'air, et l'année suivante, la mesure des émissions portera également sur les paramètres Composés Organiques Volatiles Non Méthaniques (COVNM) et le protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O) pour les conduits N°1 et N°2. Ces mesures pourront être stoppées si les flux mesurés sont inférieurs à 25 kg/h pour le N<sub>2</sub>O et inférieurs à 2 kg/h pour les COVNM (flux définis par l'arrêté du 2 février 1998 modifié) sur les deux prélèvements. »

**Constats : Rejets atmosphériques : Conduits n°1, n°2 et n°3**

- Contrôle du 23/01/2023 au 24/01/2023 :

<i>Installation</i>	<i>Conformité VLE</i>	<i>Commentaire/conclusion</i>
Conduits n°1: biofiltre bâtiment B	OUI	Les concentrations mesurées respectent les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté préfectoral
Conduits n°2: tour de lavage+biofiltre bâtiments C et D	<b>NON</b>	La concentration mesurée <u>en odeurs</u> est supérieure à la valeur limite d'émission fixée dans l'arrêté préfectoral. Les autres paramètres mesurés respectent les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté préfectoral.
Conduit n°3: filtre formulation/granulation	OUI	Les concentrations mesurées respectent les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté préfectoral

- Contrôle du 24/07/2023 au 26/07/2023 :

<i>Installation</i>	<i>Conformité VLE</i>	<i>Commentaire/conclusion</i>
Conduits n°1 : biofiltre bâtiment B	NON	Les concentrations mesurées en odeur ne respectent pas les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté préfectoral
Conduits n°2 : tour de lavage + biofiltre bâtiments C et D	NON	La concentration mesurée <u>en odeurs</u> est supérieure à la valeur limite d'émission fixée dans l'arrêté préfectoral. Les autres paramètres mesurés respectent les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté préfectoral.
Conduit n°3 : filtre formulation/granulation	OUI	Les concentrations mesurées en poussière respectent les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté préfectoral

- Contrôle du 12/06/2024 au 14/06/2024 :

<i>Installation</i>	<i>Conformité VLE</i>	<i>Commentaire/conclusion</i>
Conduits n°1 : biofiltre bâtiment B	OUI	Les concentrations mesurées en odeur respectent les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté préfectoral
Conduits n°2 : tour de lavage + biofiltre bâtiments C et D	<b>NON</b>	La concentration mesurée <u>en odeurs</u> est supérieure à la valeur limite d'émission fixée dans l'arrêté préfectoral
Conduit n°3 : filtre formulation/granulation	<b>NON</b>	Les concentrations mesurées <u>en poussières</u> ne respectent les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté préfectoral



- Contrôle du 29/10/2024 au 30/10/2024 :

<b>Installation</b>	<b>Conformité VLE</b>	<b>Commentaire/conclusion</b>
Conduits n°1 : biofiltre bâtiment B	Sans objet	Arrêt suite incendie
Conduits n°2 : tour de lavage + biofiltre bâtiments C et D	<b>NON</b>	La concentration mesurée <u>en odeurs</u> est supérieure à la valeur limite d'émission fixée dans l'arrêté préfectoral
Conduit n°3 : filtre formulation/granulation	OUI	Les concentrations mesurées en poussière respectent les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté préfectoral

- Contrôle du 26/06/2025 au 27/06/2025 :

<b>Installation</b>	<b>Conformité VLE</b>	<b>Commentaire/conclusion</b>
Conduits n°1 : biofiltre bât B	Sans objet	En travaux
Conduits n°2 : tour de lavage + biofiltre bâtiments C et D	<b>NON</b>	La concentration mesurée <u>en odeurs</u> est supérieure à la valeur limite d'émission fixée dans l'arrêté préfectoral
Conduit n°3 : filtre formulation/granulation	OUI	Les concentrations mesurées en poussière respectent les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté préfectoral

Les VLE sont globalement respectées sur l'ensemble des paramètres, excepté, le paramètre odeur où la concentration mesurée est régulièrement supérieure à la valeur limite d'émission fixée dans l'arrêté préfectoral pour le conduit n°2.

La décision européenne du 10 août 2018 établit les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets (BREF WT), au titre de la directive 2010/75/UE et notamment la surveillance des émissions olfactives dans l'atmosphère.

- MTD 10 : cette MTD consiste à surveiller périodiquement les odeurs.

La fréquence de surveillance est déterminée dans le plan de gestion des odeurs décrit dans la MTD 12.

- MTD 12 : « Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs, la MTD consiste à établir, mettre en œuvre et réexaminer régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental un plan de gestion des odeurs.[...] »

La décision européenne précise que l'applicabilité de la MTD 12 est limitée aux cas où une nuisance olfactive est probable ou a été constatée dans des zones sensibles.

La société HUON considère qu'elle n'émet pas d'odeurs significatives qui nuirait à son entourage. Du fait de son éloignement vis-à-vis de tiers, elle affirme n'avoir pas fait l'objet de plainte du voisinage concernant les odeurs.

Par conséquent, la société HUON demande à pouvoir déroger au titre de l'article R. 515-68 du Code de l'environnement concernant le plan de surveillance des émissions olfactives.

***Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :***

La demande de dérogation au titre de l'article R. 515-68 du code de l'environnement concerne les installations dont l'activité est visée par les rubriques 3xxx de la nomenclature ICPE, qui sont couvertes par des conclusions sur les MTD associées et qui ne parviendront pas à l'issue des 4 ans après publication des conclusions sur les MTD à atteindre les NEA-MTD.

La société HUON est autorisée au titre de la rubrique 3532 de la nomenclature ICPE couverte par les conclusions sur les MTD du BREF WT et notamment la MTD 12 (odeurs) avec des niveaux d'émission associées.

La publication de la décision européenne sur les conclusions des MTD du BREF WT date du 10 août 2018. Dans le dossier d'examen du BREF WT en 2018, la société HUON n'a pas demandé de dérogation pour non atteintes des NEA-MTD en matière d'odeur à l'issue des 4 ans après la publication de la décision européenne.

Par conséquent l'exploitant devra mettre en œuvre une stratégie de réduction des émissions plus pertinente vis-à-vis des performances environnementales en matière d'émissions olfactives.

L'exploitant pourra, le cas échéant, lors du prochain réexamen du BREF WT demander à déroger aux NEA-MTD odeurs.

***Type de suites proposées :*** Avec suites

***Proposition de suites :*** Demande d'action corrective

***Proposition de délais :*** 6 mois

**N° 5 : Installations électriques – mise à la terre**

***Référence réglementaire :*** AP Complémentaire du 05/06/2018, article 7.2.3

***Thème(s) :*** Risques accidentels, Contrôles électriques

***Prescription contrôlée :***

Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

À proximité d'au moins la moitié des issues est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque cellule. Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur du dépôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du dépôt par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

**Constats :**

Les rapports Q18 (vérification périodique) et Q19 (contrôle par thermographie infrarouge) ont été transmis le 12 novembre 2025

- Compte-rendu Q18 : vérification complète des installations électriques de l'établissement en date du 22/12/2022, 09/01/2024 et 20/05/2025 :

Absence de danger et de points d'anomalie constaté sur les points suivants:

- Échauffement anormal d'une canalisation et/ou d'un matériel électrique ;
- Moyens de protection des transformateurs (HT/BT, BT/HT, HT/HT) ;
- Dispositifs de protection contre les surintensités ;
- Dispositifs différentiels à courant résiduel ;
- Poussière déposée ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires électriques ;
- Matériels ou des canalisations électriques dans les locaux à risques d'incendie et/ou zones à risques d'explosion ;
- Continuité du conducteur de protection dans les locaux à risques d'incendie et/ ou zones à risques d'explosion ;
- Locaux à risques d'incendie et/ou zones à risque d'explosion pour lesquels l'installation ne répond à aucune des deux conditions suivantes :
  - Présence, bonne adaptation, bon fonctionnement du ou des dispositifs assurant la signalisation ou la coupure au 1er défaut d'isolement,
  - Protection des circuits alimentant ces locaux ou zones par dispositifs à courant différentiel résiduel de seuil égal à 300 mA.

- Compte-rendu Q19 : Thermographie réalisée les 16/01/2023, 19/01/2024 et 21/02/2025

- Aucune anomalie constatée de priorité 1, 2 ou 3.
- Attestations de compétence des opérateurs valides.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Consignes de sécurité**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 05/06/2018, article 7.6.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Consignes de sécurité

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,

<ul style="list-style-type: none"> <li>• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,</li> <li>• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,</li> <li>• la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un audit a été réalisé par la société Prévi'link.</p> <p>Le plan du site a été transmis et validé par le SDIS 22, avec des outils permettant de faciliter l'intervention des secours.</p> <p>Un recueil de données sur les bâtiments et le stockage des produits dangereux est disponible sur le site.</p> <p>Les registres des fiches de données de sécurité et des quantités des produits dangereux sont présents sur le site.</p> <p>Ces données sont transférées par une application numérique accessible aux sapeurs pompiers.</p> <p>Un travail sur les procédures incendie (logigramme) est mené par l'exploitant, avec des exercices sur les feux d'origine électrique et les feux dus à des montées en température du compost.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Lutte contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/06/2018, article 7.6.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressource en eaux d'extinction</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose a minima de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une réserve d'eau constituée au minimum de 540 m<sup>3</sup>, toujours en eau</li> <li>• une prise d'eau (bouche incendie) munie de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau (60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures) est périodiquement contrôlé.</li> </ul> <p>Le réseau (RIA) est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.</p> <p>L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitation dispose des moyens d'extinction et de communications suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une cinquantaine d'extincteurs : extincteurs sans PFAS en prévision ;</li> <li>• un système d'extinction automatique dans le local électrique ;</li> <li>• un poteau incendie communal ;</li> <li>• un bassin de plus de 500 m<sup>3</sup> toujours en eau équipée d'une canne d'aspiration ;</li> <li>• un bassin de rétention équipé d'une vanne d'isolation des réseaux ;</li> <li>• une aire stabilisée pour les camions incendie ;</li> <li>• une motopompe et 3 dévidoirs de différentes longueurs ;</li> <li>• le personnel est équipé de talky-walky ;</li> <li>• des cornes de brume pour un signal sonore de sécurité.</li> </ul> <p>Le local compresseur a été confiné par des murs coupe-feu et des grilles de ventilation coupe-feu par dilatation des lamelles.</p> <p>Le TGBT est équipé d'un parafoudre et d'un système d'extinction automatique.</p>

La formalisation d'une astreinte le week-end avec un passage sur site une fois par jour.
Toutefois, l'établissement n'est pas équipé de dispositif (par exemple manche à air et vent) visible de jour comme de nuit pour indiquer le sens du vent.
<b><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></b> L'établissement devra être équipé de dispositif visible de jour comme de nuit pour indiquer le sens du vent.
<b><i>Type de suites proposées :</i></b> Avec suites
<b><i>Proposition de suites :</i></b> Demande d'action corrective
<b><i>Proposition de délais :</i></b> 1 mois

#### N° 8 : Voies de circulation et clôture

<b><i>Référence réglementaire :</i></b> AP Complémentaire du 05/06/2018, article 7.2.1 et 7.2.2
<b><i>Thème(s) :</i></b> Risques chroniques, Accès - voies de circulation
<p><b><i>Prescription contrôlée :</i></b></p> <p><u>Article 7.2.1 : Accès et circulation dans l'établissement</u> L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté. L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux effets d'un phénomène dangereux, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention.</p> <p><u>Article 7.2.1.2. : Caractéristiques minimales des voies</u> Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• largeur de la bande de roulement : 3,50 m ;</li> <li>• rayon intérieur de giration : 11 m ;</li> <li>• hauteur libre : 3,50 m ;</li> <li>• résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.</li> </ul>
<p><b><i>Constats :</i></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Signalétiques :</u> Un panneau d'affichage avec le plan du site est implanté à l'entrée à l'attention des chauffeurs. Ce panneau indique les différentes zones dont la réserve incendie, le plan de circulation, les dangers, le point de rassemblement et les équipements de protection obligatoires. Un carnet à souches avec accusé de réception reprenant les principales informations du panneau est donné aux transporteurs lors de leur arrivée sur le site.</li> </ul> <p>Des panneaux d'évacuation du site en cas de dangers sont présents à différents endroits de l'usine.</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Voies de circulation</u> : Les voies de circulation des piétons sont délimitées par un marquage au sol. La voie de circulation des camions est à sens unique giratoire. L'éclairage des zones extérieures a été amélioré. L'intérieur des bâtiments est équipé d'éclairage LED.</li> <li>• <u>Clôture</u> : Le site n'est pas entièrement clôt. Il manque une partie de clôture dans zone ouest du site.</li> </ul>
<p><b><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></b></p> <p>L'exploitant devra proposer un plan d'action avec échéancier pour la mise en place d'une clôture dans la partie ouest du site.</p>
<p><b><i>Type de suites proposées :</i></b> Avec suites</p>
<p><b><i>Proposition de suites :</i></b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b><i>Proposition de délais :</i></b> 3 mois</p>

**N° 9 : Sécurisation des réservoirs d'acide**

<p><b><i>Référence réglementaire :</i></b> AP Complémentaire du 05/06/2018, article 7.5.3</p>
<p><b><i>Thème(s) :</i></b> Risques accidentels, Protection et sécurité</p>
<p><b><i>Prescription contrôlée :</i></b> Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>• 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</li> </ul> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants,</li> <li>• 50 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>• dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800L. [...]</li> </ul>
<p><b><i>Constats :</i></b> Lors de la dernière inspection il avait été constaté l'absence de sécurisation du réservoir d'acide sulfurique situé à proximité du laveur d'air. Le réservoir d'acide est désormais clos par un grillage et un portail. L'IBC est placé sur une capacité de rétention.</p>
<p><b><i>Type de suites proposées :</i></b> Sans suite</p>

**N° 10 : Protection des opérateurs**

<p><b><i>Référence réglementaire :</i></b> AP Complémentaire du 05/06/2018, article 7.5.7</p>
<p><b><i>Thème(s) :</i></b> Risques accidentels, Zone de dépotage</p>

**Prescription contrôlée :**

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement. Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts, rappel, éventuel, des mesures préconisées par l'étude de dangers pour les produits toxiques....). En particulier, les transferts de produit dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières. Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

**Constats :**

La douche de sécurité près du dépotage de l'acide sulfurique a été réparée et équipée d'un rince-oeil par solution de chlorure de sodium à 0.9%.

**Type de suites proposées :** Sans suite